

UN NOUVEL ORGANISME FRANCOPHONE OFFRIRA DES SERVICES AUX PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Le monde de la santé compte un nouvel organisme francophone national. Vingt-quatre professionnels francophones du pays ont décidé le 31 mai 1997 de créer le Regroupement national francophone d'intervenantes et d'intervenants en santé et en services sociaux.

L'objectif de ce nouvel organisme est de permettre aux professionnels francophones de partager des ressources, de l'expertise et des expériences, en vue d'améliorer la prestation des services de santé en français au pays, à l'extérieur du Québec.

Organisée par le Regroupement des intervenantes et intervenants francophones en santé et en services sociaux de l'Ontario (RIFSSSO) avec l'appui financier de Santé Canada, cette première rencontre nationale des professionnels de la santé a permis de constater qu'il y avait des besoins différents, mais combien criants, d'une province à l'autre.

C'est le docteur Denis Vincent, un médecin de famille en milieu rural de St-Isidore en Alberta, qui a proposé la création de l'organisme.

Un comité de démarrage a été mis sur pied. Il est formé du docteur Denis Vincent de l'Alberta, de l'orthophoniste Françoise Kenny de Regina en Saskatchewan, de l'infirmier Ulysse Lahaie de Notre-Dame de Lourdes au Manitoba, du travailleur social Gilles Renault d'Alexandria en Ontario, de l'anesthésiste Odette Albert de Moncton au Nouveau-Brunswick, de l'infirmière hygiéniste Jeannita Bernard de Richmond à l'Île-du-Prince-Édouard et de Suzan Banoub-Baddour, qui est docteur en sciences infirmières à l'Université Memorial de Saint-Jean à Terre-Neuve.

Sitôt créé, le nouvel organisme national a adopté une résolution dénonçant la fermeture de l'hôpital Montfort. Les membres fondateurs affirment et revendiquent le droit pour les francophones du Canada de recevoir des services de santé en français. Ils demandent vigoureusement le maintien et l'intégrité de l'hôpital Montfort, seul hôpital universitaire francophone de soins primaires et secondaires à l'ouest du Québec. Selon l'organisme, la fermeture de Montfort met en péril les acquis des francophones du pays dans le domaine de la santé et des services sociaux.

La situation des services de santé en français varie beaucoup d'une province à une autre. Au Manitoba, par exemple, le gouvernement a créé en 1989 un service de ressources avec pour mandat d'appuyer les quelque 20 établissements de santé qui ont été désignés pour offrir des services en français. Il n'y a toutefois pas de véritable formation en santé en français, sauf quelques cours qui sont offerts au Collège universitaire de Saint-Boniface.

À Terre-Neuve, les soins de santé en français sont très limités. On se contente de traduire des dépliants pour les hôpitaux et les centres de soins communautaires. Au Nouveau-Brunswick, les Acadiens ont accès à des hôpitaux francophones, dont l'hôpital général Dumont de Moncton, qui offre des soins tertiaires en français.

À l'Île-du-Prince-Édouard, la situation est meilleure qu'il y a dix ans. Il existe des soins de santé en français dans différents coins de la province. On compte sur des services de traduction, des services communautaires et des services hospitaliers «limités» en français. Un service de santé communautaire francophone vient tout juste d'être mis sur pied dans la région Évangéline.

Tiré de l'Agence de presse francophone